



**Secrétariat général
Service des ressources humaines
Sous-direction mobilité, emplois, carrières**

**78, rue de Varenne
75349 PARIS 07 SP
0149554955**

Note de mobilité

SG/SRH/SDMEC/2014-394

21/05/2014

Date de mise en application : Immédiate

Diffusion : Tout public

Cette instruction n'abroge aucune instruction.

Cette instruction ne modifie aucune instruction.

Nombre d'annexes : 9

Objet : Appel à candidatures : 9 postes dans le 2ème cercle

Plusieurs postes sont offerts à la mobilité dite du «2ème cercle» ; les fiches correspondantes mentionnant les personnes à contacter sont jointes en annexe à la présente note.

Pour toute information complémentaire, il est possible de prendre contact auprès de Madame Isabelle FABREGUE (assistante à la sous-direction Mobilité, Emplois, Carrières) - téléphone : 01.49.55.53.65 - mail : isabelle.fabregue@agriculture.gouv.fr.

Agence de l'eau Loire-Bretagne :

1 poste de chargé(e) d'interventions (Catégorie A) à LEMPDES (63).

Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES) :

1 poste de chargé(e) de projets scientifiques en virologie (agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

1 poste de chargé(e) des marchés publics (catégorie A ou agent contractuel) à MAISONS-ALFORT (94).

FranceAgriMer (FAM) :

1 poste de délégué(e) filière horticole (catégorie A) à MONTREUIL (93).

France Vétérinaire International (FIV) :

1 poste de conseiller(e) résident de jumelage (CRJ) pour un projet en Serbie (catégorie A) à BELGRADE (Serbie).

Ministère des Affaires Etrangères et du Développement International (MAEDI) :

1 poste de chargé(e) de mission pour les secteurs développement rural et environnement à la délégation aux fonctionnaires internationaux (DFI) (catégorie A) à PARIS (75).

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques (ONEMA) :

1 poste d'ajoint(e) au délégué(e) interrégional(e) (catégorie A+) à GRABELS (34).

1 poste de chef(fe) de service carrière et paie (catégorie A) à VINCENNES (94).

1 poste de responsable rémunération et masse salariale (F/H) (catégorie A) à VINCENNES (94).

L'adjoint au sous-directeur mobilité, emplois et carrières

Signé : Patrice CHAZAL



Orléans, le 15 mai 2014

Diffusion : Interne et externe
Ministères
Autres agences

FICHE DE POSTE

EMPLOI TYPE

CATÉGORIE DU POSTE

AFFECTATION

RÉSIDENCE ADMINISTRATIVE

TYPE DE CONTRAT

POSTE A POURVOIR À PARTIR DU

CHARGE(E) D'INTERVENTIONS

Il ou fonctionnaire technique détaché(e) de catégorie A

DELEGATION ALLIER LOIRE-AMONT

Service à déterminer

LEMPDES (63)

Contrat à durée indéterminée (*recrutement sous statut d'agent non titulaire de l'état*) ou par voie de détachement pour les fonctionnaires

1^{ER} SEPTEMBRE 2014

FINALITÉ DU POSTE

ACTIVITES PRINCIPALES

RATTACHEMENT HIERARCHIQUE

RELATIONS FONCTIONNELLES

Contribuer à la mise en œuvre, au niveau local, du programme d'interventions de l'agence sur les thématiques suivantes : traitement des pollutions, assainissement, AEP et protection des milieux aquatiques.

Instruit techniquement, financièrement et administrativement les demandes d'aides ;

Apporte un appui technique et conseille les maîtres d'œuvre et maîtres d'ouvrages ;

Négocie, élabore et met en oeuvre des conventions de partenariats départementales ;

Peut mettre en œuvre des contrats territoriaux ;

Effectue les contrôles des actions financées par l'agence ;

Synthétise et analyse des données ou études;

Informe les partenaires locaux sur le programme d'interventions et promeut la politique de l'agence au niveau local.

Chef de service

Internes : Direction des Politiques d'Intervention – Direction de l'Evaluation et de la Planification.

Externes : Instances et usagers locaux et régionaux – Services déconcentrés de l'Etat.

CONNAISSANCES ET EXPERIENCE

SAVOIRS FAIRE

Connaissances du droit de l'environnement / droit de l'eau,
Connaissance de la politique et des acteurs de l'eau,
Connaissance du fonctionnement des services administratifs au niveau local et national,
Connaissances dans les domaines de l'assainissement, l'alimentation en eau potable et la protection des milieux aquatiques,
Connaître les outils bureautiques (Word, Excel, PowerPoint).

Bonne capacité relationnelle
Savoir analyser et synthétiser une demande / un dossier / un sujet,
Savoir vulgariser et expliquer des informations techniques,
Savoir présenter des informations et les expliquer,
Savoir fédérer autour d'objectifs,
Savoir argumenter et négocier,
Savoir animer une réunion / un groupe de travail,
Savoir travailler de manière organisée et méthodique,
Savoir rédiger.

DEPLACEMENTS

Des déplacements nombreux sont à prévoir, principalement sur le territoire de la délégation régionale.
Le permis de conduire (B) est indispensable.

FORMATION

Conditions statutaires :

Recrutement externe : justifier d'un titre ou diplôme de 2^{ème} cycle de l'enseignement supérieur (Bac + 3 ou Bac + 4), ou d'un titre ou diplôme délivré par une école d'ingénieurs ou tout autre titre ou diplôme équivalent.

Recrutement interne : justifier d'une expérience d'au moins 6 années de services effectifs dans des fonctions de catégorie III au sein d'une agence de l'eau.

SPECIFICITE DU POSTE

Ce poste est ouvert aux personnes handicapées.

ENVOI DES CANDIDATURES

**POUR TOUT RENSEIGNEMENT
CONCERNANT CE POSTE**

Les candidatures (lettre manuscrite et CV) doivent être déposées sur la bourse de l'emploi **avant le 6 juin 2014**.

Contactez la directrice de la délégation régionale

Mme Hélène BISCARA : ☎ 04 73 17 07 28

Agence de l'eau Loire-Bretagne

www.eau-loire-bretagne.fr



Poste à pourvoir	Chargé de projets scientifiques en virologie (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public de 12 mois
Localisation	Maisons-Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003</i>

L'AGENCE ET L'ENTITE D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs.

Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Département / Service recruteur Laboratoire de Santé Animale / Unité Mixte de Recherche Virologie.

Missions / contexte L'Unité d'accueil est une Unité Mixte de Recherche en Virologie sous la direction de trois tutelles : Anses, INRA et ENVA, située sur le campus de l'ENVA. Les missions de l'UMR sont définies par des activités de recherche et d'appui scientifique et technique en virologie dans les domaines de la santé animale, des zoonoses et des vaccins oraux.

». L'équipe «Virus de l'hépatite E » a pour mission de caractériser les transmissions zoonotiques du virus de l'hépatite E de l'animal à l'homme afin de déterminer les risques en sécurité alimentaire. Il s'agit d'une part, d'identifier et caractériser: les réservoirs animaux domestiques et sauvages, les voies de transmission, le mécanisme de passage de la barrière d'espèce et d'autre part par de développer et améliorer les méthodes de détection et de mettre au point des modèles de culture *in vitro*.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité fonctionnelle du chef d'équipe, la personne recrutée contribuera aux différents projets de l'équipe Hépatite E relatifs à la caractérisation moléculaire des souches porcines et leurs liens avec les cas humains, au développement de méthodes de diagnostic sérologique, moléculaire et de virologie classique. Elle devra posséder de solides compétences en virologie, biologie moléculaire, sérologie, culture cellulaire et expression de protéines recombinantes. Elle pourra également être chargée de missions transversales d'intérêt général relatives au bon fonctionnement du laboratoire..
Activités	L'agent sera chargé de : <ul style="list-style-type: none">- Réaliser des analyses sérologiques et de biologie moléculaire à partir de prélèvements d'animaux (porc) ou de matrices complexes.- Créer et entretenir une collection d'échantillons (sérothèque, tissuthèque) et maintenir à jour les fichiers correspondants.- Restituer, avec un premier niveau d'analyse, les résultats obtenus.- Contribuer à la conception des expériences- Gérer les stocks de réactifs.- Travailler en laboratoire de confinement P2 et P3
Conditions particulières	État de santé compatible avec la manipulation d'agents pathogènes, Accord pour un suivi médical spécifique.

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis	Master 2 recherche ou ingénieur, dans le domaine de la biologie ou la virologie.
Expériences similaires	Une 1 ^{ère} expérience en laboratoire de virologie est souhaitée.
Compétences	<ul style="list-style-type: none">➤ Connaissances en virologie et biologie moléculaire,<ul style="list-style-type: none">➤ Maîtrise des techniques d'analyses sérologiques et biologiques, notamment RT-PCR conventionnelle et en temps réel, ELISA, Immunoblot, cultures cellulaires.➤ Sens des responsabilités et rigueur scientifique indispensables,➤ Aptitude démontrée à travailler en équipe, notamment en mode projet➤ Autonomie dans l'interprétation des résultats et des suites à donner➤ Maîtrise des logiciels de bureautique (traitement de texte, tableur, etc.)➤ Compréhension de l'anglais scientifique.➤ Compréhension et respect des procédures écrites et des prescriptions.➤ Bonnes connaissances en assurance qualité et sur les risques biologiques appréciées.

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 27 mai 2014

Renseignements sur le poste : Nicole Pavio, tél : 01 43 96 72 09 ; nicole.pavio@anses.fr

Adresser les candidatures (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-052 par courriel à : recrutement@anses.fr

Poste à pourvoir	Chargé des marchés publics (H/F)
Catégorie d'emploi	Agent contractuel de catégorie 2 ou agent titulaire de catégorie A
Type de contrat	Contrat à durée déterminée de droit public (jusqu'au 15/12/2014)
Localisation	Maisons Alfort (94)
Prise de fonction	Dès que possible
Rémunération	<i>selon l'expérience et le niveau de formation par référence aux grilles indiciaires des agences sanitaires, en application du décret n° 2003-224 du 7 mars 2003, ou selon statut particulier si fonctionnaire.</i>

L'AGENCE ET L'ENTITÉ D'AFFECTATION

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) est un établissement public administratif placé sous la tutelle des ministères chargés de l'Agriculture, de la Consommation, de l'Environnement, de la Santé et du Travail. Elle intervient dans les domaines du travail, de l'environnement, de l'alimentation, de la santé et du bien-être des animaux, de la santé des végétaux avec un objectif prioritaire : contribuer à assurer la sécurité des travailleurs et des consommateurs. Pour élaborer des recommandations de santé publique, l'Anses met en œuvre une expertise scientifique indépendante, pluridisciplinaire, collective et contradictoire. Elle s'appuie sur un réseau de 11 laboratoires de référence et de recherche sur 18 sites. Ils ont des missions d'expertise, de surveillance épidémiologique, d'alerte et de conseil scientifique et technique. Ils assurent, ainsi, un rôle essentiel dans la qualification des dangers par la collecte des données issues des réseaux de laboratoires agréés.

L'Anses en chiffres

- 1350 agents
- 800 experts extérieurs mobilisés
- 130 millions d'euros au budget annuel
- 8000 avis émis depuis 1999
- 80 mandats de référence nationale
- 250 publications scientifiques par an
- 100 doctorants et post-docs

Pour en savoir plus : www.anses.fr

Entité recruteuse	Direction des achats Service achats et marchés
Missions / contexte	La Direction des achats a pour mission de déployer l'ensemble des procédures, des moyens et des outils pour moderniser et professionnaliser la fonction achat au sein de l'Agence. Elle est composée de 3 services (24 agents) : service déplacements, service achat/marché et le service gestion de la commande.

DESCRIPTION DU POSTE

Missions	Sous l'autorité du chef de service, le chargé de marchés publics est en charge de déployer la stratégie d'achat auprès des opérationnels, de mettre en œuvre les procédures de passation et d'exécution des marchés publics et d'en assurer la sécurité juridique
Activités	<ul style="list-style-type: none">- Déterminer la procédure d'achat adéquate- Elaborer les pièces administratives d'un marché- Mettre en œuvre la procédure de sélection des fournisseurs- Contrôler l'analyse des offres- Rédiger et notifier un contrat- Mettre en place et notifier un marché- Assurer l'exécution administrative et financière des contrats et marchés- Evaluer les fournisseurs / prestataires- Rédiger un rapport de présentation- Apporter conseil et expertise dans son périmètre d'intervention
Conditions particulières	<ul style="list-style-type: none">- Néant

PROFIL RECHERCHÉ

Diplômes requis : BAC+5 souhaité en droit public

Expériences similaires

- Expérience dans la gestion de marchés publics de 3 ans appréciée

Compétences

- Capacités rédactionnelles avérées et aptitudes à la communication orale
- Maîtrise de la réglementation de la commande publique
- Connaissances financières ou de gestion appréciées
- Aptitudes relationnelles et goût pour le travail en équipe
- Capacité d'analyse et de synthèse
- Maîtrise de l'outil informatique (pack office)
- Aptitude organisationnelle, rigoureux(se) et dynamique,
- Force de proposition

POUR POSTULER

Date limite de réponse : 30 mai 2014

Renseignements sur le poste : Grégory VAN LOOKE, chef de service, gregory.van-looke@anses.fr

Adresser les candidatures par courriel (lettre de motivation + cv) en indiquant la référence 2014-053 à : recrutement@anses.fr

Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt FranceAgriMer 12 rue Henri Rol-Tanguy – TSA 20002 – 93555 Montreuil cedex Mission filières Délégué(e) filière horticole		
N° appel à candidature : 140501 Catégorie : A		
Cotation parcours professionnel : sans objet	Cotation part fonction PFR : 4 si corps des attachés	
Poste susceptible d'être vacant	Localisation : Montreuil (93)	
Présentation de l'environnement professionnel	FranceAgriMer, établissement public, a pour mission, en liaison avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt, de gérer les aides publiques nationales et communautaires, de favoriser la concertation et le suivi des filières et d'assurer la connaissance des marchés. La concertation et le suivi des filières sont principalement assurés par 9 cadres expérimentés, les délégués filières. En relation avec les représentants de l'Etat, les professionnels et, en particulier, les présidents des conseils spécialisés, ils sont en charge de l'organisation des travaux des conseils et comités relevant de leur filière et, plus généralement, de s'assurer de la bonne articulation entre les actions de l'établissement et les problématiques des filières.	
Objectifs du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Participer à la mise en œuvre de la politique générale nationale et régionale de l'établissement. - Assurer une expertise technique de la filière horticole et des filières houblon, tabac, apicole et trufficole. - Assurer le lien en cas de crise conjoncturelle entre les professionnels, les représentants de l'Etat et la direction de l'établissement. - Assurer un rôle d'interface, d'informateur en maintenant un lien constant entre les professionnels, les représentants de l'Etat et l'établissement. - Piloter les travaux du conseil spécialisé, assurer le suivi des comités (tabac, truffes et apicole) - Participer à la programmation et aux arbitrages budgétaires. 	
Description des missions à exercer ou des tâches à exécuter	<ul style="list-style-type: none"> - Management des projets à l'échelon national et régional : coordination des services intervenants dans le process, supervision et participation à l'élaboration de décisions du Directeur Général. - Assurer le lien entre les professionnels et l'établissement, notamment par le biais du conseil spécialisé et des comités. - Coordonner, en liaison avec le président, l'organisation des conseils spécialisés : proposition d'ordre du jour, pré conseil au Ministère chargé de l'Agriculture, coordination des travaux au sein de l'établissement, organisation des interventions en séance, validation des comptes rendus des réunions. - Etudier la pertinence des projets proposés par les professionnels tout en recherchant l'optimisation des financements des projets portés par la filière. - Assurer le suivi de la programmation budgétaire des filières concernées : suivi des engagements budgétaires, des paiements, des conventions mises en œuvre. - Assurer le suivi des marchés (en relation avec la direction marchés, études et prospectives), l'évolution des secteurs d'activité de la filière portée, la prospective ainsi que l'évaluation des aides versées. - Assurer un suivi des problématiques transversales aux différentes filières, avec les autres délégués et/ou experts. - Participation aux congrès et manifestations professionnelles en relation avec les filières dont le délégué à la responsabilité. 	
Champ relationnel du poste	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents services du siège de FranceAgriMer et ses services territoriaux. - Les responsables d'organisations professionnelles et, en particulier, les présidents de conseils spécialisés et comités. - Les services centraux du ministère, les DRAAF. 	
Compétences liées au poste	Savoirs/Connaissances :	Savoir-faire/Maîtriser :
	<ul style="list-style-type: none"> - Connaissance scientifique, technique et agronomiques dans les secteurs horticole, trufficole, tabacole, apicole et houblon. - Connaissance de problématiques relatives aux domaines horticoles horticole, trufficole, tabacole, apicole et houblon. - Connaissance en économie générale et agricole. - Connaissance de la réglementation nationale et communautaire. 	<ul style="list-style-type: none"> - Mobiliser les ressources en interne comme en externe. - Maîtriser les techniques de conduite de projet. - Maîtriser les techniques de communication orale et écrite. <p style="text-align: center;">Savoir être :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Disponibilité, bon relationnel. - Capacités d'anticipation et de synthèse. - Sens de la pédagogie. - Rigueur, autonomie
Personnes à contacter	Frédéric GUEUDAR DELAHAYE, directeur général adjoint – Tél. : 01.73.30.20.44 f.gueudar-delahaye@franceagrimer.fr Dany GAIGNIOT, chef de l'unité de développement des RH – Tél. : 01.73.30.34.01 mobilite@franceagrimer.fr	

Date limite de dépôt de candidature : 30 mai 2014

Catégorie A

Expert long-terme International (24 mois)

Conseiller résident de Jumelage (CRJ) pour un projet en SERBIE

Début de mission estimée : avril 2015 Localisation : Belgrade

N° du poste :

MISSIONS DE LA STRUCTURE	Un appel d'offres de l'Union européenne à paraître pour un projet de jumelage de 24 mois avec la Serbie, intitulé « Surveillance des zoonoses et de l'antibio-résistance ». La France envisage de répondre à cet appel d'offres. Elle doit notamment proposer un(e) chef de projet et <u>un(e) Conseiller(ère) résident(e) de jumelage (CRJ)</u> .
OBJECTIFS DU POSTE	L'objectif de ce jumelage est de renforcer l'expertise de la direction vétérinaire serbe en matière de surveillance des zoonoses (mise en place d'un système de collecte, d'analyse et de diffusion des données relatives aux zoonoses et formation des vétérinaires serbes au traitement des maladies transmissibles par les aliments) et de lutte contre l'antibio-résistance (mise en place d'un système de surveillance épidémiologique et microbiologique concernant en particulier la résistance microbienne).
DESCRIPTIF DES ACTIVITES	<p>Le Conseiller Résident de Jumelage « CRJ » est recruté à plein temps pour assister la direction vétérinaire dans la gestion et l'exécution du projet. Sous la direction des chefs de projet (Etat membre et pays bénéficiaire), sa mission consiste notamment à assurer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la coordination des différentes interventions des experts ; - la mise en place des comités, commissions et groupes de travail ; - l'organisation des ateliers de travail et de formation, et des visites d'étude ; <p>Et participer :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à la coordination du pilotage du projet et de l'élaboration des rapports de suivi ; - au suivi des activités d'expertise - à la coordination de l'élaboration des documents et rapports techniques ; - à la préparation et la mise en œuvre des actions d'information et de communication sur le projet et ses réalisations. <p>Le CRJ sera chargé de donner des conseils techniques et d'assister la direction vétérinaire dans l'exécution du projet de jumelage.</p> <p>Il (elle) travaillera en étroite relation avec le Chef de Projet et avec son homologue serbe afin de mettre en œuvre le projet de façon conforme aux spécifications définies dans le Contrat de Jumelage. Il (elle) participera activement à l'élaboration de ce contrat ainsi qu'à l'établissement du planning de travail du projet après la sélection, le cas échéant, de la France pour ce jumelage.</p>
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Le CRJ jouera le rôle de conseiller pour la direction vétérinaire serbe. Il (elle) doit de ce fait travailler au quotidien avec son personnel. Il (elle) doit assurer la coordination avec les différentes structures impliquées du côté serbe et du côté européen ainsi qu'avec l'Unité de Gestion du Programme d'Appui à la mise en œuvre de l'Accord d'Association.
FORMATION ET COMPETENCES REQUISES	<ul style="list-style-type: none"> - diplôme d'études supérieures de vétérinaire ou un grade équivalent au niveau universitaire ; - minimum 8 ans d'expérience professionnelle dans une administration publique ou dans une agence dans le domaine de la veille zoosanitaire dont 5 ans dans une fonction de responsabilité et/ou d'encadrement, - expérience en gestion et coordination de projets d'appui technique, management d'équipes de cadres ou d'experts et de l'animation de groupes de travail ; - bonne connaissance du domaine traité par le projet de jumelage, en particulier les techniques de prévention et de gestion des maladies animales - bonnes capacités relationnelles et de communication, - bonne maîtrise des outils informatiques et de communication, - très bonne maîtrise de l'anglais écrit et parlé. <p><u>Atouts supplémentaires:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - avoir été en charge et/ou avoir participé dans son institution au développement de programmes de lutte et de surveillance des maladies animales, - bonne connaissance comparative des systèmes et des institutions de surveillance des maladies animales d'autres Etats Membres, - bonne connaissances des exigences et procédures internationales (OMC, OIE, UE) liées à la surveillance des maladies animales, - connaissance des instruments et procédures européennes de financement de la coopération, - connaissance de la région.
MODALITES DE CANDIDATURE	Les candidatures devront être transmises, accompagnées d'un CV en français et anglais (modèle Europass disponible sur le site http://europass.cedefop.europa.eu/), par voie électronique et sous couvert de l'autorité hiérarchique. Elles sont à adresser au plus tard le 10 juin 2014 , délai de rigueur, au GIP FVI (copie à Pierre PRIMOT, chef du bureau des négociations européennes et multilatérales à la Direction générale de l'alimentation (DGAL) du Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.
CONTACTS	Olivier FAUGERE, Séverine JALOUSTRE GIP France Vétérinaire International - FVI (candidature@fvi-atf.org ; 04 78 87 25 45/ 39 15)

Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt

**Direction générale des politiques agricole, agro-alimentaire et des territoires
Service des Relations internationales**

**Mise à disposition au Ministère des affaires étrangères et du développement international (MAEDI)
Chargé(e) de mission pour les secteurs Développement rural et Environnement à la Délégation aux
fonctionnaires internationaux (DFI)**

PRESENTATION DE L'ENVIRONNEMENT PROFESSIONNEL	La Délégation aux fonctionnaires internationaux (DFI) est un service à vocation interministérielle et a pour mandat de concevoir et de mettre en œuvre la stratégie d'amélioration de la présence française dans les organisations internationales (OI).
OBJECTIFS DU POSTE	Favoriser le recrutement et la promotion des Français dans les OI. Accueillir, informer et conseiller les Français intéressés par les carrières et les emplois dans les institutions internationales.
DESCRIPTION DES MISSIONS A EXERCER OU DES TACHES A EXECUTER	Suivre les organisations intervenant dans les domaines du développement rural et de l'environnement ainsi que celles dont le mandat est l'aide au développement. Participer à l'analyse de la présence française dans ces institutions. Recevoir et conseiller les candidats sur les postes ouverts à candidatures dans ces OI. Rechercher des candidatures adaptées pour des postes jugés prioritaires ou stratégiques. Participer à la présélection des candidats pour les programmes « jeunes » (JEA, JPD, VNU) gérés par la DFI. En tant que mis à disposition par le MAAF, le chargé de mission effectuera des missions plus spécifiques pour ce ministère : - Réaliser des analyses sur demande de celui-ci. - Apporter une information régulière et jouer un rôle d'alerte sur les postes stratégiques à pourvoir. - Renforcer les relations avec l'IGAPS à l'international notamment par une mutualisation des informations sur l'aide et le conseil au départ, par un rapprochement permanent entre les postes à pourvoir et les agents du MAAF. - Participer à l'animation du réseau des agents mis à disposition ou détachés.
CHAMP RELATIONNEL DU POSTE	Sous l'autorité du chef de la DFI, le chargé de mission aura de nombreux contacts au sein du MAEDI (notamment la direction générale de la mondialisation), les autres administrations françaises (ministères de l'agriculture et de l'écologie), les postes diplomatiques et les institutions elles-mêmes. Par ailleurs, il est à prévoir quelques déplacements de courte durée à Rome, Nairobi, Tunis, Washington.
COMPETENCES LIEES AU POSTE	Le candidat doit posséder : - Une bonne connaissance des problématiques du développement durable, notamment sur les secteurs développement rural et environnement. - Une expérience des questions de coopération multilatérale et de terrain, idéalement au travers d'une affectation dans un SCAC en qualité de conseiller ou d'attaché de coopération. - Une qualité d'écoute, de travail en équipe et de communication sont souhaitées, ainsi qu'une solide capacité rédactionnelle. Un bon niveau en anglais. Une connaissance en matière de ressources humaines serait un atout.
PERSONNES A CONTACTER	Marie-Hélène LE HENAFF, Sous-Directrice des échanges internationaux – DGPAAT - Tél. : 0. 49.55.45.08 marie-helene.le-henaff@agriculture.gouv.fr Philippe CHARTIER, IGAPS à l'international – RAPS - Tél. : 01.49.55.52.41 philippe.chartier@agriculture.gouv.fr

Fiche emploi d'adjoint(e) au délégué interrégional

N° fiche de poste : DIR8 – 110

Classement :	Catégorie A+, cotation 3 ouvert au cadre d'emploi de chef de mission du corps des IAE
Fonction :	Adjoint au délégué interrégional
Affectation :	Délégation interrégionale Méditerranée
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Délégué interrégional
Résidence administrative :	Grabels (34 790)
Conditions d'emploi :	Emploi à temps incomplet (70%)

DESCRIPTION DE L'EMPLOI

Mission :

L'Adjoint au Délégué interrégional Méditerranée seconde le Délégué Interrégional sur l'ensemble de ses missions dans le ressort géographique des 3 Régions (PACA, LR et Corse) regroupant 13 départements et une centaine d'agents (dont 7 catégorie A, 25 catégorie B et 60 catégorie C) répartis sur un large territoire. Il assure la représentation du Délégué dans les réunions et instances officielles stratégiques (MISEN stratégiques, Comité de Bassin Corse, secrétariats techniques régionaux avec DREAL et AE, rencontres avec les Parquets Généraux, Préfets...) .

Il l'assiste et le conseille dans la mise en œuvre de la stratégie de l'Etablissement (Contrat d'Objectifs 2013-2018), dans les missions de management des unités fonctionnelles de la DIR et des services territoriaux, dans les relations partenariales pour la préfiguration de l'AFB, dans la déclinaison de la programmation d'activités en lien avec le Contrat d'Objectifs. L'adjoint assure l'intérim du Délégué pour l'intégralité des missions qui lui sont dévolues et dispose pour cela d'une délégation de signature. Avec l'appui du Délégué, il prend en charge la stratégie de communication externe et interne pour la DIR8.

Activités principales :

- Assurer l'intérim du délégué régional ;
- Participer à la mise en œuvre de la stratégie générale de l'établissement et accompagner la préfiguration vers l'AFB ;
- Collaborer à l'organisation et à la direction de la Délégation interrégionale et en particulier en matière de management des équipes et des chefs de SD, de gestion comptable et de gestion du personnel, de conception des organisations et d'évaluation.
- Procéder à des entretiens professionnels et de formation de chefs de service départementaux ou de responsables d'unité et identifier les besoins en compétences ; seconder le délégué - Contribuer à la formation continue de l'établissement.
- Partager la responsabilité de la définition, de la mise en œuvre et du suivi du programme d'activité de la délégation en s'appropriant la programmation nationale ;
- Participer à la déclinaison des politiques locales de l'ONEMA (politiques contractuelles) ;
- Contribuer à la mise en place des démarches progrès en matière de contrôle des usages, qualité et éco-responsabilité engagées par l'établissement ;
- Préparer, mettre en œuvre, gérer et contrôler l'action de l'ONEMA dans son champ de compétences techniques et/ou territoriales ;

RELATIONS LIEES AU POSTE

Relations internes

Direction Générale, Directions métiers

Délégués régionaux

Responsables d'unités techniques, Chefs de SD (6 ingénieurs, 18 techniciens DIR et chefs de SD)

Agents techniques (98 agents techniques de l'environnement en DIR8)

Rédacteur :	Chargé emploi et compétences
Date de mise à jour	mai 14
Validation faite par :	Délégué interrégional

Relations externes

Services de l'Etat, Magistrats Cour d'Appel et TGI (19 TGI et 3 Cours d'Appel)
Collectivités territoriales
DREAL, Agence de l'Eau, ATEN, FPNF, partenaires des DIR de bassin

COMPETENCES ET QUALITES REQUISES**Connaissances**

- Connaissance du contexte professionnel aussi bien juridique que technique
- Connaissance des acteurs de l'Eau, de la sphère administrative et judiciaire
- Connaissance technique du domaine de l'eau et en particulier du volet judiciaire de la police de l'eau
- Connaissance des règles administratives

Savoir-faire opérationnel

- Représenter l'établissement et porter les messages institutionnels
- Manager et encadrer une équipe
- Animer des réunions
- Conduire un projet
- Déléguer et suivre les dossiers
- Savoir communiquer

Savoir-être professionnel

- Aptitude à l'animation et à la prise de décision
- Sens du travail en équipe
- Grande disponibilité
- Capacité d'écoute
- Capacité de synthèse
- Qualités et aptitudes à la communication
- aptitudes à la pédagogie et à la reformulation des sujets techniques liés à la politique de l'eau

Rédacteur :	Chargé emploi et compétences
Date de mise à jour	mai 14
Validation faite par :	Délégué interrégional

**Ministère de l'Ecologie, du Développement Durable, et de l'Energie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

AVIS DE VACANCE DE POSTE

**À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)**

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Chef de service carrière et paie (h/f)
Affectation :	Secrétariat général - Délégation aux Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du Délégué aux ressources humaines
Résidence administrative :	Siège de l'Onema – Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (env.900 agents et 180 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Ecologie, conduit des missions d'intérêt général telles que :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui aux politiques publiques de l'eau
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités européennes nationales et locales;
- la contribution au financement de politiques prioritaires

Ses objectifs sont fixés dans un contrat d'objectifs signé avec son Ministère de tutelle pour la période 2013-2015. Le projet de loi pour la biodiversité en cours d'examen par le Conseil d'Etat prévoit que l'Onema soit intégré dans la future agence française pour la biodiversité.

L'établissement est organisé selon trois niveaux géographiques: la direction générale (dont le siège est à Vincennes), 9 délégations interrégionales (DiR) et 80 services départementaux (SD). La direction générale comprend 3 directions (action scientifique et technique, connaissance et information sur l'eau, contrôle des usages et action territoriale) et le secrétariat général (constitué de 4 délégations dont la DRH et de 2 missions).

Le chef de service carrière et paie est affecté à Vincennes (94300) et exerce ses activités au sein de la délégation des ressources humaines.

Mission :

Assurer la responsabilité du service carrière et paie (5 personnes), en étroite collaboration avec le Délégué aux Ressources Humaines.

Garantir la mise en œuvre de la politique RH de l'établissement dans les domaines de la carrière et de la paie en fonction des objectifs à moyen terme de l'Onema.

Activités principales :

Encadrement de l'équipe « carrière et paie » : 2 cadres et l'équipe des gestionnaires

- Organiser et animer le travail d'équipe
- Fixer les objectifs collectifs et individuels et les échéances
- Conduire les réunions de service
- Assurer les entretiens individuels et de formation
- Participer aux réunions d'encadrement de la DRH

Politique de rémunération et Masse salariale

- Définir et mettre en œuvre la politique de rémunération de l'établissement
- Assurer, en lien avec le DRH, le pilotage, l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale
- Veiller à l'élaboration et à la production d'indicateurs de mesure des performances RH
- Animer les groupes de travail sur la politique de rémunération de l'établissement, les régimes indemnitaires et autres dispositifs liés directement à la rémunération

Carrière et paie

- Coordonner les activités de gestion relatives à la carrière et à la paie des agents de l'ONEMA
- Assurer l'organisation et la réalisation des projets en matière de gestion des carrières : promotions, avancements, et des positions administratives, attribution du régime indemnitaire...
- Mettre en place une gestion intégrée et accompagner l'équipe dans sa mise en œuvre
- Assurer le développement du SIRH (modules paie, carrière, IJSS...) et les relations avec le prestataire
- Animer des groupes de travail afin de moderniser la GRH en matière de carrière et paie
- Préparer les dossiers soumis aux différentes Commissions administratives paritaires internes et nationales
- Veiller à la qualité et à la fluidité de l'application en paie des mesures de gestion, individuelles et collectives, contribuer à renforcer l'intégration et la qualité des données contenues dans le système d'information ressources humaines (SIRH)
- Veiller à la qualité de la rédaction des actes administratifs traitant de la carrière et de la paie et sécuriser l'activité

Pilotage de l'activité de service et reporting

- Concevoir et mettre en place des indicateurs de pilotage et d'aide à la décision
- Conduire les projets dans son domaine d'activité
- Contrôler la conformité d'application des obligations légales et réglementaires dans son champ d'action et mettre en place les actions appropriées
- Elaborer les procédures, les supports de suivi de gestion du personnel et les faire évoluer
- Réaliser diverses enquêtes (conditions de travail, absentéisme, rémunération,...)
- Contribuer au rapport social en matière de carrière et paie, en lien avec le pôle social

Profil recherché

Formation en gestion des personnels, rémunération et masse salariale (niveau Bac+5 ou expérience professionnelle équivalente) ;
Expérience dans des fonctions similaires exigée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance approfondie des statuts, règlements et procédures de gestion des personnels de la fonction publique
- Maîtrise de la réglementation et des procédures de paie
- Connaissance de l'organisation administrative et du fonctionnement de l'établissement

Savoir faire opérationnel :

- Organiser, encadrer et animer un service
 - Maîtriser les éléments statutaires et l'environnement juridique Fonction publique
 - Maîtriser les techniques de négociation, de conduite d'entretien et de réunion
 - Contribuer à l'administration et l'exploitation du SIRH
- Maîtriser l'utilisation des outils informatiques : bureautique et SIRH

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/CSCP/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 3 juin 2014

**Ministère de l'Écologie, du Développement Durable, et de l'Énergie
Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques**

AVIS DE VACANCE DE POSTE

**À pourvoir par un fonctionnaire exclusivement
(en position normale d'activité ou par la voie du détachement sur contrat)**

Classification :	Catégorie A
Fonction :	Responsable rémunération et masse salariale (h/f)
Affectation :	Délégation aux Ressources Humaines
Positionnement hiérarchique :	Sous la responsabilité du chef de service carrière et paie
Résidence administrative :	Vincennes (94300)
Conditions d'emploi :	Emploi permanent à pourvoir à temps complet

Description de l'emploi

Contexte :

L'Office national de l'Eau et des Milieux Aquatiques, établissement public à caractère administratif (+ de 900 agents, 150 M€ de budget), sous la tutelle du ministère chargé de l'Écologie est organisé selon trois niveaux géographiques, direction générale, délégations interrégionales et services départementaux.

Il conduit des missions d'intérêt général telles que :

- la mobilisation de la recherche, l'organisation, la production et la diffusion d'une expertise fondée sur les connaissances scientifiques, en appui à la conception, à la mise en œuvre et à l'évaluation des politiques publiques de l'eau
- la surveillance de l'eau et des milieux aquatiques, ainsi que le contrôle de leurs usages, et la prévention de leur dégradation, leur restauration et la préservation de la biodiversité
- la coordination et l'animation du système d'information sur l'eau, l'acquisition de données, ainsi que la mise à disposition des informations auprès du public et des autorités tant européennes que nationales et locales
- la contribution au financement de politiques prioritaires, notamment au titre de la solidarité entre les bassins et du plan de réduction de l'usage des produits phytosanitaires.

Vous serez affecté au sein du service carrière et paie (équipe de 6 personnes) à la délégation aux ressources humaines (19 personnes).

Mission :

Réaliser les analyses nécessaires pour assurer l'évaluation et l'exécution de la masse salariale (55 millions d'euros).

Planifier, coordonner et contrôler l'ensemble des procédures d'élaboration et de liquidation de la paie (900 paie mensuelles) dans le cadre de la réglementation salariale et des crédits budgétaires.

Activités principales :

1. Assurer l'élaboration, l'exécution et le suivi de la masse salariale en :

- Elaborant les prévisions budgétaires relatives aux dépenses de personnels et en assurant le suivi de l'exécution du budget en cours d'exercice ;
- Anticipant les facteurs d'évolution des emplois et des effectifs (variation des effectifs, mesures catégorielles, GVT, départs à la retraite, évolution du régime indemnitaire ...) et leur impact sur la masse salariale ;
- Construisant et alimentant des outils de pilotage de la masse salariale (suivi mensuel, suivi par poste, calcul des coûts et des écarts, tableaux de bords prévisionnels...) et en contrôlant la pertinence, la validité et la cohérence des données ;
- Assurant la soutenabilité des dépenses de personnel ;
- Analysant et en optimisant les coûts des ressources humaines : connaître et hiérarchiser l'ensemble des composantes de la rémunération totale, aligner les budgets, la paie et la comptabilité dans un référentiel commun ;
- Identifiant les critères et les mesures de performance RH pour proposer la mise en place d'indicateurs ;
- Produisant les indicateurs demandés.

2. Coordonner l'élaboration des paies en :

- Formalisant les procédures liées à la paie ;
- Etablissant les déclarations sociales mensuelles et annuelles ;
- Veillant au paiement dans les délais imposés des différentes charges sociales ;
- Développant le logiciel SIRH – paie, en gérant le paramétrage et en assurant les relations avec le prestataire ;
- Contrôlant les productions et en garantissant l'harmonisation des procédures de saisie et de mise en œuvre uniforme des données par l'équipe paie ;
- Garantissant la structuration et l'harmonisation des données numériques saisies dans le SIRH CIVITAS ;
- Coordonnant les échanges avec l'Agence comptable ;
- Apportant un appui juridique et technique aux gestionnaires paie.

3. Mettre en œuvre la politique de rémunération de l'établissement en :

- Participant aux groupes de travail sur la politique de rémunération de l'établissement, les régimes indemnitaires et autres dispositifs liés directement à la rémunération ;
- Réalisant des études prévisionnelles sur l'impact financier de l'évolution des régimes indemnitaires et des différents statuts afin de participer à l'élaboration de la politique de rémunération des personnels dans le cadre du projet de fusion de l'Agence Française de la Biodiversité (AFB).

4. Assurer l'élaboration d'outils de reporting en :

- Elaborant le bilan d'exécution annuel de la masse salariale ;
- Conduisant et planifiant des études ou des analyses conjoncturelles en définissant la problématique, la finalité, le périmètre d'intervention et la méthodologie d'analyse ;
- Coordonnant l'élaboration du bilan social ;
- Répondant aux différentes enquêtes, aux demandes internes concernant la rémunération et le suivi de la masse salariale ;
- Développant les outils et les méthodes de gestion RH - notamment les tableaux de bord, à partir des logiciels du service.

5. Apporter appui au pilotage de l'activité en :

- Concevant, développant, mettant en place et en actualisant des outils d'analyse, de pilotage et de suivi ;
- Veillant sur l'évolution de la législation sociale (prendre en compte les taux de cotisation adaptés ;
- Effectuant une veille juridique sur les données de paie, de contrôle l'application des obligations légales ;
- Répondant aux questions des agents concernant les opérations de paie ;
- Garantissant le bon fonctionnement du logiciel CIVITAS et assurant sa mise à jour.

Profil recherché

Formation en paie, masse salariale et contrôle budgétaire (niveau Bac+5 ou expérience professionnelle équivalente) ;
Expérience dans des fonctions similaires exigée.

Compétences et qualités requises

Connaissances :

- Connaissance du cadre réglementaire du fonctionnement des établissements publics
- Maîtrise des règles de rémunération applicables à la fonction publique et en contrôle de l'exécution budgétaire
- Maîtrise des nomenclatures comptables
- Maîtrise de la réglementation et des procédures de paie
- Maîtrise des techniques de gestion financière appliquées à la masse salariale

Savoir faire opérationnel :

- Analyser et concevoir des indicateurs de gestion et de suivi
- Analyser des données chiffrées
- Maîtriser l'utilisation des outils bureautiques (dont Business Object) et des outils d'analyse
- Maîtriser le logiciel paie

Déposer une candidature

Les personnes intéressées devront adresser leurs candidatures (curriculum vitae détaillé et lettre de motivation) sous la référence DRH/RMS/F par courriel à recrutement@onema.fr ou par voie postale à l'adresse suivante :

Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques - Délégation aux ressources humaines
Immeuble « Le Nadar » - Hall C - 5, square Félix Nadar- 94300 VINCENNES

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au 5 juin 2014